

RALLYE

Paris, le 29 juillet 2011

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Article 222-4 du Règlement Général de l'AMF

TABLE DES MATIERES

1- ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	2
2- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
3- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2011	11
4- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011	33

1 - ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Rallye, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Paris, le 29 juillet 2011

Jean-Charles NAOURI
Président Directeur Général

2 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Faits marquants du premier semestre 2011

Rallye

- Renforcement au capital de Casino

Rallye a acquis 2 897 280 actions Casino pour un montant de 212 M€ fin avril/début mai 2011, portant sa participation de 48,48% à 51,30% en capital et de 60,38% à 62,84% en droits de vote.

- Paiement du dividende en actions Rallye

L'Assemblée Générale des actionnaires de Rallye du 4 mai 2011 a décidé le versement d'un dividende de 1,83 euro par action au titre de l'exercice 2010, stable par rapport au dividende 2009. Un acompte de 0,80 euro par action a été mis en paiement le 7 octobre 2010, le solde s'élevant ainsi à 1,03 euro. Il a été décidé que ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. 87,07% des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions.

Cette opération permet à Rallye de renforcer ses fonds propres de 39 millions d'euros, par la création de 1 321 416 actions nouvelles (2,9% du capital), portant jouissance au 1er janvier 2011 et assimilées aux actions en circulation de la société.

Le paiement du dividende en numéraire s'élevant à 5,8 millions d'euros a été effectué le 6 juin 2011.

Casino

Le premier semestre 2011 a été marqué chez Casino par une croissance élevée du chiffre d'affaires, à +18,8% par rapport au premier semestre 2010. Les activités à l'international ont enregistré une forte croissance et ont augmenté leur contribution au résultat opérationnel courant ; en France, le semestre a été marqué par la bonne tenue des activités.

Plusieurs événements ont également marqué le début d'année 2011 chez Casino :

- Casino rachète la participation des frères Charle dans Cdiscount

Le 6 janvier 2011, Hervé, Christophe et Nicolas Charle, partenaires de Casino au sein de Cdiscount depuis 2000, ont cédé leur participation résiduelle de 16.56% au Groupe Casino qui détient désormais 99.6% du capital de Cdiscount.

- Acquisition des activités de Carrefour Thaïlande

L'accord signé en novembre 2010 avec Carrefour s'est concrétisé le 7 janvier 2011 par le rachat des activités de Carrefour Thaïlande par Big C Thaïlande. Cette acquisition, qui porte sur un portefeuille de 42 magasins (dont 34 hypermarchés) et 37 galeries marchandes, permet à Big C de devenir le co-leader sur le segment des hypermarchés. L'acquisition des magasins et galeries marchandes s'est réalisée pour un montant de 868 millions d'euros.

- Litige avec la famille Baud

Le 10 février 2011, après la première décision favorable à Casino de juillet 2009, le Tribunal arbitral a rejeté la demande par la famille Baud de paiement des dividendes Franprix et Leader Price au titre des années 2006 et 2007, en raison des anomalies et irrégularités constatées dans les comptes. Ainsi, Casino, conformément à la décision du Tribunal, n'a versé que 34 millions d'euros correspondant (i) aux dividendes des sociétés Franprix et Leader Price au titre de l'année 2008, (ii) à un complément de prix de cession des titres Franprix et Leader Price, précédemment acquis par Casino (iii) aux intérêts moratoires, au delà des 18 millions d'euros d'intérêts déjà payés à la famille Baud. Ce montant de 34 millions d'euros est très largement inférieur aux 67 millions d'euros enregistrés antérieurement en « Autres dettes courantes ».

- Le profil de la dette du Groupe Casino a été amélioré et sa maturité rallongée

Le 18 mai 2011, Casino a procédé dans le cadre de son programme EMTN à une nouvelle émission obligataire de 850 millions d'euros d'une maturité de 10 ans avec un coupon annuel de 4,726%. A ce titre, 300 millions d'euros des obligations venant à échéance en février 2012 (coupon de 6,0%), avril 2013 (coupon de 6,375%) et avril 2014 (coupon de 4,875%) ont été échangés. Cette émission a également permis de lever 530 millions d'euros de ressources complémentaires.

- Casino augmente sa participation dans Grupo Pão de Açúcar (GPA)

En mai 2011, le pourcentage de détention de Casino dans GPA a été porté à 33,7 % suite à l'approbation, lors de l'assemblée générale de GPA, de l'émission au profit de Casino de 1,4 million d'actions préférentielles au cours de 62,43 réais par action (soit un montant équivalent à 85 millions de réais ou 36 millions d'euros).

Au cours du mois de juin, le groupe Casino a acquis 9 millions d'actions préférentielles (soit 3,4% du capital de GPA), pour un montant de 382 millions de dollars (soit 264 millions d'euros), portant sa participation à 37,1% du capital de GPA.

Postérieurement au 30 juin 2011, le Groupe a acquis 15,8 millions d'actions préférentielles complémentaires (soit 6,1% du capital de GPA), pour un montant de 792 millions de dollars (soit 547 millions d'euros), portant sa participation à 43,2% du capital de GPA.

De par les accords avec la famille Diniz et le pacte d'actionnaires qui organise le co-contrôle du holding Wilkes, la société GPA reste consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

- Situation du groupe GPA

A partir de fin mai 2011, les presses brésilienne et française faisaient état de négociations en cours entre le groupe Diniz (partenaire brésilien de Casino), le groupe Carrefour et Gama 2 SPE Empreendimentos e Participações (« Gama »), véhicule d'investissement financier détenu à 100% par un fonds géré par BTG Pactual et devant être capitalisé par la Banque Nationale Brésilienne de Développement (BNDES). En violation des accords d'actionnaires conclus en 2006 entre la famille Diniz et Casino, le projet prévoyait une fusion des actifs brésiliens de Carrefour avec ceux de GPA dans une société commune détenue à parité, Gama devenant un actionnaire de référence de Carrefour.

Dans ce contexte, Casino a saisi le 30 mai et le 1er juillet 2011 la Chambre de Commerce Internationale de deux procédures d'arbitrage à l'encontre du groupe Diniz sollicitant le respect et la bonne exécution du pacte entre actionnaires du 27 novembre 2006 relatif à leur société commune Wilkes, laquelle contrôle la société brésilienne GPA.

- Casino renforce son intégration en Amérique latine

Le 29 juin 2011, Exito s'est porté acquéreur de la participation majoritaire du groupe Casino dans Disco et Devoto (filiales uruguayennes) pour une valeur totale de 746 millions d'US\$ (520 millions d'euros). Exito a annoncé dans le même temps son intention de lancer une augmentation de capital en Colombie d'un montant maximum de 1,4 milliard de US\$.

Les opérations d'acquisition et d'augmentation de capital ont été autorisées dans leurs principes au cours de l'assemblée générale d'Exito du 6 juillet 2011. Le groupe Casino, qui détient au 30 juin 2011 54,8% d'Exito, prévoit de souscrire à l'augmentation de capital à hauteur de sa quote-part, maintenant ainsi sa participation de contrôle dans la société. La finalisation de l'acquisition est désormais attendue dans le courant du second semestre après la réalisation de conditions suspensives usuelles en la matière et le placement des actions Exito sur le marché.

Groupe GO Sport

Malgré un début d'année difficile pour l'ensemble du marché, le chiffre d'affaires de Groupe GO Sport au premier semestre 2011 enregistre une progression de 6,1% à magasins comparables et taux de change constants par rapport au premier semestre 2010. La marge commerciale augmente en valeur absolue de 6,1M€, sous l'effet de la croissance du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant est stable à -11,7M€ (-0,6 million d'euros par rapport au 30 juin 2010).

Evènements postérieurs à la clôture

Le Conseil d'Administration de Casino Guichard-Perrachon s'est réuni le 12 juillet 2011 en vue d'examiner les termes de la proposition financière projetée par Gama 2 SPE Empreendimentos e Participações, Monsieur Abilio Diniz et Carrefour relative au projet de fusion de GPA avec les activités de Carrefour au Brésil et d'une prise de participation minoritaire dans Carrefour SA, rendue publique le 28 juin 2011.

A l'issue de ses travaux, le Conseil d'Administration a constaté à l'unanimité, à l'exception de Monsieur Abilio Diniz, que le projet est contraire aux intérêts de GPA, de l'ensemble de ses actionnaires et de Casino.

Le Conseil d'Administration a réaffirmé par ailleurs son attachement à la politique de développement international de Casino centrée sur les pays à forte croissance, comme récemment illustré par l'acquisition des activités de Carrefour en Thaïlande et le renforcement au capital de GPA.

Il a également réaffirmé son engagement stratégique en faveur du Brésil, qui constitue un axe de développement majeur du groupe, et de GPA (dont Casino est le premier actionnaire avec 43% du capital et détient le co-contrôle via Wilkes).

Le 13 juillet 2011, le Groupe Casino a pris acte du retrait par Monsieur Abilio Diniz, BTG Pactual et Carrefour de leur projet.

Ces évènements n'ont pas été de nature à modifier le contrôle de GPA, qui continue à être exercé par Wilkes, selon les dispositions prévues à la fois par le pacte d'actionnaires de Wilkes, daté du 27 novembre 2006, et par celui de GPA, daté du 20 décembre 2006.

Rapport d'activité

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de **Rallye** au 30 juin 2011 s'élève à 16,5 milliards d'euros, en hausse de 18,5% par rapport au 30 juin 2010. Il se décompose par activités de la façon suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	Variation
Casino	16 144	13 589	+18,8%
Groupe GO Sport	328	311	+5,4%
Autres *	9	10	-
Total	16 480	13 910	+18,5%

* Correspond à l'activité holding et au portefeuille d'investissements

Au premier semestre 2011, **Casino** a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 16,1 milliards d'euros, en forte croissance de +18,8%, les taux de change ayant eu un impact favorable de +0,5% et l'effet périmètre ayant contribué positivement à hauteur de 11,2% sous l'effet de la fusion Casas Bahia/Ponto Frio au Brésil et de l'intégration des activités de Carrefour en Thaïlande par Big C. En organique, la progression du chiffre d'affaires ressort à +7,1% au premier semestre, +6,3% hors essence, reflétant une accélération sensible par rapport à 2010 (+3,9% hors essence sur l'ensemble de l'année 2010), tant en France qu'à l'International.

En France, les ventes en organique progressent de +3,7% sur le premier semestre (+2,2% hors essence), portées par la bonne performance des magasins Casino Supermarchés et Monoprix et le fort dynamisme de Cdiscount. Les ventes totales de Franprix-Leader Price sont en hausse sur le semestre de +12,1%. Monoprix enregistre une performance très satisfaisante de ses ventes (+4,0%) au premier semestre. Les ventes de Géant Casino sont en hausse de +3,5% sur la période. Hors essence, les ventes à magasins comparables sont en baisse de -0,8%. L'enseigne a poursuivi ses plans d'actions visant à renforcer sa dynamique commerciale tant en alimentaire qu'en non-alimentaire. Casino Supermarchés affiche des ventes en hausse à +5,0% (-0,6% à magasins comparables hors essence), tandis que les supérettes enregistrent une baisse limitée (-0,8%). Les autres activités ont connu une progression solide de leur chiffre d'affaires, portée par le fort dynamisme de Cdiscount.

L'International affiche une croissance très élevée de ses ventes à +41,0% (+12,9% en organique sur le premier semestre). Cette croissance organique (+14,5% en Amérique du Sud, +10,9% en Asie) est portée par le dynamisme des ventes à magasins comparables en Amérique du Sud, l'expansion en Colombie et au Brésil ainsi que par la croissance soutenue de Big C en comparable et la poursuite d'une croissance très forte au Vietnam.

Le chiffre d'affaires consolidé de **Groupe GO Sport** au 30 juin 2011 s'élève à 327,6 millions d'euros, en progression de 6,1%, à magasins comparables et taux de change constants par rapport au premier semestre 2010.

En France, le chiffre d'affaires de l'enseigne GO Sport enregistre une hausse de 3,8% à magasins comparables au premier semestre 2011, bénéficiant de l'impact du passage au nouveau concept de 10 magasins additionnels. Les ventes de Courir sont en progression de 15,7% à magasins comparables au premier semestre 2011.

En Pologne, le chiffre d'affaires de GO Sport à magasins comparables et taux de change constants progresse de 2,8% au premier semestre 2011, par rapport à 2010. Après un début d'année pénalisé par la contreperformance des articles d'hiver dans l'ensemble du marché, les ventes de l'enseigne se sont largement redressées, enregistrant une croissance à deux chiffres sur le deuxième trimestre 2011. Cette amélioration de tendance s'explique notamment par le remodeling de 5 magasins additionnels au premier semestre 2011.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'établit à 563 millions d'euros, en hausse de +7,2% par rapport au premier semestre 2010. Il se décompose, par activités, de la façon suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	Variation
Casino	572	541	5,7%
Groupe GO Sport	-12	-11	-
Autres *	3	-5	-
Total	563	525	7,2%

* Correspond à l'activité holding et au portefeuille d'investissements financiers

Le résultat opérationnel courant de Casino progresse de +5,6%, porté par la forte croissance du résultat de l'International. En France, le résultat opérationnel courant recule de -21,9%. Ce recul s'explique du fait de l'effet report, au 1^{er} semestre 2011, des baisses de prix significatives réalisées au 2^{ème} semestre 2010 et de la hausse des coûts d'achats en début d'année, dont la répercussion sur les prix est intervenue progressivement à compter du 2^{ème} trimestre 2011. Le résultat opérationnel courant de l'International progresse de 54,6% (+14,9% en organique) avec une marge opérationnelle en hausse de +7bp en organique reflétant l'évolution favorable de la marge de l'Amérique du Sud et une hausse significative de la marge de l'Asie.

Le résultat opérationnel courant de Groupe GO Sport s'établit à -11,7 millions d'euros au 30 juin 2011, en baisse de 0,6 million d'euros par rapport au premier semestre 2010.

Résultat net part du Groupe

(En millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Résultat opérationnel courant	563	525
Coût de l'endettement financier net	-326	-257
Autres produits et charges financiers	-2	-15
Résultat net activités poursuivies	40	82
Résultat net activités abandonnées	-1	-8
Résultat net	39	74
Résultat net part du Groupe	-57	-60

Le résultat net, part du Groupe au 30 juin 2011 s'élève à -57 millions d'euros contre -60 millions d'euros au 30 juin 2010.

Capitaux propres

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 1 777 millions d'euros au 30 juin 2011 contre 1 982 millions d'euros 31 décembre 2010, sous l'effet principalement :

- É du résultat net part du Groupe du semestre, soit -57 millions d'euros,
- É de la variation de parts d'intérêts dans les filiales pour -74 millions d'euros,
- É de la constatation d'écarts de conversion négatifs pour 58 millions d'euros.

Structure financière du périmètre holding

Le périmètre holding de Rallye comprend Rallye et ses filiales détenues à 100% ayant une activité de holding et détenant les titres Casino, Groupe GO Sport et le portefeuille d'investissements.

- Dettes nettes du périmètre holding de Rallye

Au 30 juin 2011, les actifs réévalués du périmètre holding de Rallye s'élèvent à 4 226 millions d'euros, composés des titres Casino pour 3 676 millions d'euros, des titres Groupe GO Sport pour 47 millions d'euros, du portefeuille d'investissements pour 455 millions ainsi que d'autres actifs divers pour 48 millions d'euros.

La dette nette du périmètre holding de Rallye s'établit à 2 794 millions d'euros au 30 juin 2011 et est couverte ainsi à hauteur de 1,5 fois par les actifs réévalués.

Cette dette, constituée de financements obligataires et bancaires pour un montant brut de 3 239 millions d'euros, auquel s'ajoutent les intérêts courus et retraitements IFRS pour un montant total de 122 millions d'euros, est nette de placements monétaires et de disponibilités enregistrés pour un montant de 567 millions d'euros.

- Portefeuille d'investissements du périmètre holding de Rallye

Au 30 juin 2011, le portefeuille d'investissements s'élève à 455 millions d'euros contre 435 millions d'euros au 31 décembre 2010. Il est composé d'investissements financiers pour une valeur de marché¹ de 315 millions d'euros et de programmes immobiliers comptabilisés en coût historique² pour 140 millions d'euros. L'évolution de la valeur du portefeuille au cours du premier semestre 2011 s'explique par 20 millions d'euros de cessions (correspondant à sept lignes d'investissements financiers dans les segments LBO / Capital Développement et énergie en Europe et aux Etats-Unis), 11 millions d'euros d'investissements nets des encaissements et 29 millions d'euros d'appréciation de valeur.

Résultats de la société mère

Le chiffre d'affaires de la société Rallye s'est élevé à 1,0 million d'euros au 30 juin 2011, contre 3,3 millions d'euros au 30 juin 2010.

Le résultat net de la société Rallye s'élève à 48,4 millions d'euros contre un résultat net de -5,8 millions d'euros au 30 juin 2010.

Le conseil d'administration de Rallye a décidé de procéder au versement d'un acompte sur dividende de 0,80 euro par action, stable par rapport à l'an dernier. Les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement en actions de la totalité de l'acompte sur dividende.

Principales transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans le Document de référence de Rallye afférent à l'exercice 2010 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 avril 2011 sous le numéro D.11-279. Elles concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint et consolidées respectivement selon les méthodes de la mise en équivalence ou de l'intégration proportionnelle. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec les parties liées personnes physiques (administrateurs, mandataires sociaux et les membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif. Il en est de même pour les transactions avec les sociétés mères.

Au 30 juin 2011, la société Foncière Euris détient 56,18% du capital de Rallye et 72,07% des droits de vote.

¹ La valeur de marché des investissements financiers est la valeur comptable retenue dans les comptes consolidés (juste valeur - IAS 39) et provient généralement de valorisations externes (General Partners des fonds) ou de transactions en cours.

² Les programmes immobiliers sont enregistrés en coût historique et ne sont pas réévalués avant la cession des investissements (IAS 40).

La seule opération du semestre entre la société Rallye et la société Foncière Euris concerne le versement du solde du dividende de l'exercice 2010. Ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. La société Foncière Euris a opté pour le paiement en actions et s'est ainsi vu délivrer 888 158 actions nouvelles.

Rallye bénéficie du conseil de la société Euris, maison mère du Groupe avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Les relations avec les parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2010 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2011

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques qui font l'objet d'une description dans le Document de référence de Rallye afférent à l'exercice 2010 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 avril 2011 sous le numéro D.11-0279.

Evolutions et perspectives

Rallye bénéficie d'une situation de liquidité renforcée, avec près de 2,3 milliards d'euros de ressources disponibles, dont 1,7 milliard d'euros de lignes de crédit confirmées, non utilisées et immédiatement disponibles, et près de 600 millions d'euros de disponibilités. La maturité des lignes de crédit confirmées a également été allongée au premier semestre 2011 grâce notamment au renouvellement du crédit syndiqué pour une durée de 5 ans.

Rallye dispose d'un portefeuille d'actifs aux fondamentaux solides :

- La performance de **Casino** au premier semestre 2011 démontre l'efficacité de son modèle économique :
 - o Un profil de croissance renforcé par une exposition accrue aux pays émergents, avec des enseignes leaders, reconnues comme locales par le consommateur,
 - o Un mix d'activités favorable en France.

Casino est confiant dans sa capacité à délivrer une croissance annuelle du chiffre d'affaires supérieure à +10% sur les trois prochaines années.

Au second semestre 2011, Casino entend poursuivre l'accélération de sa transformation, et confirme ainsi les objectifs fixés en début d'année pour 2011 :

- ✓ Renforcement de la part de marché en France, grâce notamment à la poursuite de l'expansion sur les formats de proximité et de discount,
- ✓ Progression de la marge de Franprix-Leader Price,
- ✓ Maintien à l'international d'une croissance organique élevée et rentable,
- ✓ Objectif de cessions porté à plus d'1 milliard d'euros (contre 700 millions d'euros), dont 680 millions d'euros déjà engagés.

De surcroît, Casino se fixe pour objectif de maintenir son ratio de dette nette/EBITDA à un niveau inférieur à 2,2x à fin 2011.

- **Groupe GO Sport**, conforté par les résultats très encourageants de l'ensemble des magasins remodelés, entend poursuivre au second semestre les plans d'actions engagés au sein de chaque enseigne, axés sur la différenciation de l'offre, le renforcement de la relation client et la maîtrise des coûts et des investissements.

- Concernant **le portefeuille d'investissements**, les cessions vont être poursuivies, tant en Private Equity en fonction des conditions de marché, qu'en immobilier commercial. Au cours du 1^{er} semestre 2011, Rallye a cédé 7 lignes de son portefeuille, principalement dans les segments LBO / Capital développement et énergie, en Europe et aux US, pour un total de 20 M€, avec des prix de cessions sensiblement supérieurs à leur valorisation dans le portefeuille de Rallye générant d'importants retours sur capitaux investis.

Par ailleurs, des investissements financiers sont actuellement en cours de cession, ils devraient permettre à Rallye d'encaisser un montant de 11 millions d'euros et feraient ressortir des multiples élevés sur capitaux propres.

Rallye confirme son engagement de poursuivre l'amélioration de sa structure financière et de réduire sensiblement sa dette financière nette.

Compte de Résultat Consolidé du Groupe Rallye

(En millions d'euros)	Notes	30 juin 2011	30 juin 2010
<u>ACTIVITES POURSUIVIES</u>			
Chiffres d'affaires hors taxes	5	16 480	13 910
Coûts d'achat complet des marchandises vendues		(12 210)	(10 327)
Marge commerciale		4 270	3 583
Autres revenus		175	124
Coûts des ventes	6	(3 170)	(2 585)
Frais généraux et administratifs	6	(712)	(597)
Résultat opérationnel courant	5	563	525
Autres produits opérationnels	7	103	27
Autres charges opérationnelles	7	(237)	(101)
Résultat opérationnel		429	451
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	8	38	18
Coût de l'endettement financier brut	8	(364)	(275)
Coût de l'endettement financier net		(326)	(257)
Autres produits financiers	8	109	38
Autres charges financières	8	(111)	(53)
Résultat avant impôt		101	179
Charge d'impôt		(53)	(108)
Quote part de résultat net des entreprises associées		(8)	11
Résultat net des activités poursuivies		40	82
Propriétaires de la société		(56)	(56)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		96	138
<u>ACTIVITES ABANDONNEES</u>			
Résultat net des activités abandonnées		(1)	(8)
Propriétaires de la société		(1)	(4)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		(0)	(4)
Résultat net de l'ensemble consolidé		39	74
Propriétaires de la société		(57)	(60)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		96	134
Résultat net par action de l'ensemble consolidé, attribuable aux propriétaires de la société (en p)			
De base		(1,27)	(1,34)
Dilué		(1,27)	(1,34)
Résultat net par action des activités poursuivies, attribuable aux propriétaires de la société (en p)			
De base		(1,25)	(1,26)
Dilué		(1,25)	(1,26)

Etat du Résultat Global Total

(En millions d'euros)	30 juin 2011	30 juin 2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	39	74
Ecarts de conversion des activités à l'étranger (1)	(152)	716
Ecarts actuariels sur obligations des régimes à prestations définies	15	0
Actifs financiers disponibles à la vente	29	20
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture	(2)	19
Impôt sur les éléments du résultat global	(8)	(7)
Autres éléments du résultat global net d'impôts	(118)	748
Résultat global total :	(79)	822
Propriétaires de la société	(85)	209
Intérêts ne donnant pas le contrôle	6	613

(1) La variation négative du 1^{er} semestre 2011 résulte principalement de la dépréciation des monnaies thaïlandaise et brésilienne à hauteur respectivement de 63 et 48 millions d'euros. La variation du 1^{er} semestre 2010 de 716 millions d'euros résulte principalement de l'appréciation des monnaies brésilienne, colombienne et thaïlandaise à hauteur de respectivement de 253, 369 et 108 millions d'euros

Etat de la Situation Financière

ACTIF (En millions d'euros)	Notes	30 juin 2011	31 décembre 2010
Goodwill	9	8 695	7 669
Immobilisations incorporelles	9	1 214	1 189
Immobilisations corporelles	9	6 555	6 210
Immeubles de placement	9	1 587	1 528
Participations dans les entreprises associées		148	211
Actifs financiers non courants		1 215	1 016
Actifs financiers de couverture non courants		69	150
Actifs d'impôts différés		186	133
Total de l'actif non courant		19 669	18 105
Stocks		3 347	3 064
Clients et comptes rattachés		1 875	1 754
Autres actifs		1 949	1 819
Créances d'impôts courants		84	86
Autres actifs financiers courants		240	308
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	2 341	3 435
Actifs détenus en vue de la vente	11	531	19
Total de l'actif courant		10 367	10 485
TOTAL DE L'ACTIF		30 036	28 590

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (En millions d'euros)	Notes	30 juin 2011	31 décembre 2010
Capital	12	137	133
Réserves et résultat part du Groupe		1 640	1 849
Capitaux attribuables aux propriétaires de la société		1 777	1 982
Intérêts ne donnant pas le contrôle		5 502	5 997
Capitaux propres		7 279	7 979
Provisions		317	311
Passifs financiers non courants	13	8 438	8 371
Autres dettes non courantes		362	269
Passifs d'impôts différés		454	457
Total passif non courant		9 571	9 408
Provisions		274	282
Fournisseurs		4 637	4 992
Passifs financiers courants	13	4 255	2 469
Dettes d'impôts exigibles		46	64
Autres dettes courantes		3 720	3 397
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	11	254	
Total passif courant		13 186	11 203
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		30 036	28 590

Tableau Consolidé des Flux de Trésorerie

(En millions d'euros)	Note	30 juin 2011	30 Juin 2010
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société		(57)	(60)
Résultat net attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle		96	134
Résultat de l'ensemble consolidé		39	74
Dotations aux amortissements et provisions		396	391
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		3	12
Charges et produits calculés liés aux stocks options et assimilés		10	12
Autres charges et produits calculés		(58)	42
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables		351	457
Résultat sur cessions d'actifs		12	(24)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêt de filiales avec perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle		1	(6)
Quote part de résultat des entreprises associées		8	(11)
Dividendes reçus des entreprises associées		2	3
Capacité d'Auto Financement (CAF)		413	493
Coût de l'endettement financier net (hors variations de juste valeur et amortissements)		299	234
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		52	106
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt		764	833
Impôts versés		(133)	(128)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (1)		(744)	(882)
Flux de trésorerie net généré par l'activité (A)		(113)	(177)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(531)	(363)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		28	26
Acquisition d'actifs financiers		(48)	(43)
Cession d'actifs financiers		4	53
Variation des prêts et avances consentis		(1)	(3)
Incidence des variations de périmètre (2)		(1 241)	(28)
Flux de trésorerie net lié aux opérations d'investissement (B)		(1 789)	(358)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		(6)	(27)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(231)	(234)
Dividendes versés aux porteurs de TSSDI		(12)	(14)
Réductions /Augmentations de capital en numéraire		(3)	5
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options		2	4
Autres opérations avec les actionnaires minoritaires		(304)	(168)
Achats et ventes d'actions propres		(131)	(3)
Acquisitions et cessions de placements financiers		8	
Emissions d'emprunts		2 314	1 368
Remboursements d'emprunts		(760)	(1 111)
Intérêts financiers nets versés		(364)	(275)
Flux de trésorerie net lié aux opérations de financement (C)		513	(455)
Incidence des variations de cours des devises (D)		(35)	96
Variation de trésorerie (A+B+C+D)		(1 424)	(894)
Trésorerie nette d'ouverture		3 094	2 894
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente			
Trésorerie nette d'ouverture des activités poursuivies (E)	10	3 094	2 894
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente (F)		(6)	
Trésorerie nette de clôture		1 670	2 000
Trésorerie nette de clôture des activités poursuivies (G)	10	1 664	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (G-E-F)		(1 424)	(894)

(1) Variation du besoin en fond de roulement

(En millions d'euros)	30 juin 2011	30 Juin 2010
Stocks de marchandises	(124)	(24)
Stocks de promotion immobilière	(48)	(55)
Fournisseurs	(562)	(600)
Créances clients et comptes rattachés	129	31
Créances liées aux activités de crédit	(172)	42
Financement des activités de crédit	222	(18)
Autres	(189)	(258)
Variation du besoin en fonds de roulement	(744)	(882)
(2) Incidences des variations de périmètre		
(En millions d'euros)	30 juin 2011	30 Juin 2010
Prix de cession des titres dont :	79	14
<i>Cession Venezuela</i>	79	
<i>Shopping Property Fund 1 (variation du pourcentage de détention)</i>		9
<i>GPA (variation du pourcentage de détention)</i>		3
<i>Divers</i>		2
Prix d'acquisition des titres dont :	(1 464)	(22)
<i>Big C Thaïlande - acquisition activités Carrefour</i>	(1 018)	
<i>GPA (variation du pourcentage de détention)</i>	(262)	
<i>Sous-groupe Distribution Casino France</i>	(41)	
<i>Sous-groupe Franprix - Leader Price (entrées de périmètre)</i>	(108)	(6)
<i>Sous-groupe Actifs Magasins</i>	(34)	
<i>Sous-groupe Mercialis (entrée de périmètre)</i>		(4)
<i>Divers</i>	(1)	(12)
Trésorerie des filiales acquises ou cédées, dont :	144	(20)
<i>Activités de Carrefour Thaïlande (prise de contrôle)</i>	75	
<i>GPA (variation de pourcentage de détention)</i>	60	
<i>Sous-groupe Franprix - Leader Price</i>	5	3
<i>Sous-groupe Distribution Casino France</i>	3	
<i>Perte de contrôle des entités vénézuéliennes</i>		(21)
<i>Divers</i>	1	(2)
Incidence des variations de périmètre	(1 241)	(28)

Tableau de Variation des Capitaux Propres Consolidés

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Titres auto détenus	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres attribuables aux propriétaires	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2010	127	1 309	(12)	211	150	1 785	5 175	6 960
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres (1)				269		269	479	748
Résultat consolidé 2010 (2)					(60)	(60)	134	74
Total des produits et charges comptabilisés				269	(60)	209	613	822
Opérations sur capital (3)	2	14				16	4	20
Opérations sur titres auto détenus			1			1	(3)	(2)
Dividendes distribués					(43)	(43)	(237)	(280)
Variation des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales					(5)	(5)	(7)	(12)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise ou perte de contrôle des filiales						0	(11)	(11)
Divers mouvements (4)					1	1	(151)	(150)
Au 30 juin 2010	129	1 323	(11)	480	43	1 964	5 383	7 347
Au 1er janvier 2011	133	1 348	(9)	452	58	1 982	5 997	7 979
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres (1)				(28)		(28)	(90)	(118)
Résultat consolidé 2011 (2)					(57)	(57)	96	39
Total des produits et charges comptabilisés	0	0	0	(28)	(57)	(85)	6	(79)
Opérations sur capital (3)	4	35				39		39
Opérations sur titres auto détenus (5)			(13)		(14)	(27)	(103)	(130)
Dividendes distribués					(45)	(45)	(230)	(275)
Variation des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales (6)					(74)	(74)	(235)	(309)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise ou perte de contrôle des filiales (7)						0	71	71
Divers mouvements					(13)	(13)	(4)	(17)
Au 30 juin 2011	137	1 383	(22)	424	(145)	1 777	5 502	7 279

(1) Détail des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres

(En millions d'euros)	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve des écarts de conversion	Réserve des écarts actuariels	Réserve des actifs financiers disponibles à la vente	Total attribuable aux propriétaires	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total
Au 1er janvier 2010	(4)	199	1	8	204	168	371
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	6	249	(0)	14	269	479	748
Au 30 juin 2010	2	448	1	22	473	647	1 120
Au 1er janvier 2011	(2)	409	(4)	42	445	536	981
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		(58)	4	26	(28)	(90)	(118)
Au 30 juin 2011	(2)	351	0	68	417	446	863

(2) Les participations ne donnant pas le contrôle viennent principalement du groupe Casino détenu à 48,65% en 2010 et 51,85% en 2011 par le Groupe.

(3) Résultent du paiement en actions d'une partie des dividendes (voir note 12.2)

(4) Dont un impact de 138 millions d'euros présenté en participations ne donnant pas le contrôle qui correspond à un remboursement de capital au fonds Whitehall géré par Goldman Sachs, consécutivement à la cession en 2009 de deux sites de promotion immobilière en Pologne.

(5) Dont -102 millions correspondant à l'acquisition par Casino de 1,8 millions de ses propres titres.

(6) Dont -50 millions en part groupe et -161 millions correspondant à l'acquisition de 2,8 millions de titres Casino par Rallye.

(7) L'impact de 71 millions d'euros présenté en intérêts minoritaires correspond essentiellement à l'apparition d'intérêts minoritaires consécutive aux prises de contrôle au sein du sous-groupe Franprix-Leader Price (voir note 4.2.2) et à la prise de participation complémentaire dans GPA (voir note 3.3) pour respectivement 38 et 35 millions d'euros.

NOTE 1 : INFORMATIONS GENERALES

Rallye est une société anonyme immatriculée en France et cotée à Euronext Paris, compartiment A de l'Eurolist. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Rallye ».

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2011 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales et co-entreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.

En date du 28 juillet 2011, le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe Rallye pour le semestre se terminant le 30 juin 2011.

NOTE 2 : BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS ET METHODES COMPTABLES

2.1. Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Rallye au 30 juin 2011 sont établis conformément aux normes internationales d'information financière IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne, intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee ó SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee ó IFRIC). (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)

2.2. Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels se lisent en complément des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, tels qu'ils figurent dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 11 avril 2011 sous le numéro D.10-0339.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2010 du groupe Rallye sont disponibles sur demande auprès des services financiers de la société situés 32, rue de Ponthieu à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.rallye.fr.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe. Les tableaux comportent des données arrondies individuellement au million d'euros. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

2.3. Méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles appliquées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2010, après prise en compte ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

2.3.1. Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2011

Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice 2011 :

- IFRIC 19 ó Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ;
- Amendement IAS 32 ó Classement des émissions de droits ;
- Amendement IFRIC 14 ó Paiements d'avance d'exigences de financement minimal ;
- IAS 24 révisée ó Informations à fournir sur les parties liées ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (6 mai 2010).

Ces nouveaux textes publiés par l'IASB n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

2.3.2. Textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2011 mais non adoptés par l'Union Européenne

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union Européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous, sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2011 :

- Amendement IAS 1 ó Présentation des états financiers (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Amendement IAS 12 ó Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2012) ;
- Amendement IFRS 7 « Instruments financiers » : informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers (applicable à compter du 1^{er} juillet 2011) ;
- Amendement IAS 19 ó Avantages du personnel : comptabilisation des régimes à prestations définies (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 9 ó Instruments financiers : classifications et évaluations (applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 10 ó Etats financiers consolidés (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 11 ó « Accords conjoints » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 12 ó Information à fournir sur les participations dans les autres entités (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 13 ó Evaluation de la juste valeur (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IAS 28 révisée ó Participations dans les entreprises associées et co-entreprises (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou interprétations par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes, notamment ceux relatifs à la norme IFRS 11 qui supprime la consolidation par intégration proportionnelle des co-entreprises.

L'application de IFRS 11 entraînerait la décomptabilisation de la quote-part des actifs (y compris le goodwill) et des passifs de la totalité des entités en contrôle conjoint du Groupe (dont parmi les plus significatives GPA et Monoprix) puis leur comptabilisation en mise en équivalence. En termes de compte de résultat, une quote-part de résultat serait présentée sur la ligne « quote-part de résultat net des entreprises associées » en remplacement des produits et des charges présentés en détail à hauteur du pourcentage d'intégration de chaque entité en co-contrôle.

Les principales co-entreprises du Groupe sont GPA (37,1%) et Monoprix (50%). Les comptes résumés des sociétés intégrées proportionnellement se présentent ainsi (dont GPA et Monoprix):

(En millions d'euros)	30 juin 2011	dont GPA	dont Monoprix	31 décembre 2010	dont GPA	dont Monoprix
Quote-part détenue		(*)	50,00%		33,70%	50,00%
Chiffre d'affaires	5 144	3 314	978	8 104	4 633	1 916
Résultat net	82	26	38	229	112	88
Actifs non courants	4 343	2 596	1 113	4 110	2 358	1 111
Actifs courants	3 778	2 649	310	3 519	2 344	329
Total de l'Actif	8 121	5 245	1 423	7 629	4 702	1 440
Situation nette	3 145	1 908	586	3 105	1 840	611
Passifs non courants	1 361	1 143	112	1 083	852	113
Passifs courants	3 614	2 194	724	3 441	2 009	716
Total du Passif	8 121	5 245	1 423	7 629	4 702	1 440

(*) 34,24% correspondant au pourcentage moyen d'intérêt sur la période pour le chiffre d'affaires et le résultat net et 37,1% correspondant au pourcentage d'intérêt au 30 juin 2011 pour les postes bilanciaux.

Ces deux co-entreprises font l'objet d'option d'achat et de vente telles que précisées dans la note 34.2.1 de l'annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2010.

Concernant GPA, le groupe Casino a accordé à la famille Diniz, partenaire avec laquelle est exercé le co-contrôle de GPA au Brésil, deux options de vente portant sur les titres du holding de contrôle Wilkes et correspondant à 0,4% et 7,6% du capital de GPA. L'exercice de la première option pourra intervenir à partir de juin 2012 si, comme il en a la possibilité à cette date, le Groupe nomme le président du Conseil d'Administration du holding de contrôle Wilkes ; la seconde, conditionnelle à la première, sera exercable pendant une période de huit années à compter de juin 2014. Si Casino exerce son droit de nommer le président de Wilkes et n'obtient pas plus de 50% des actions ordinaires dans un délai de 60 jours, Casino dispose d'une option d'achat pour acquérir une action Wilkes au prix de 1 réal lui conférant la majorité absolue dans Wilkes. A partir de la date à laquelle Casino nomme le Président du Conseil d'Administration, les règles de gouvernance et plus particulièrement les droits de veto organisant le co-contrôle actuel de Wilkes deviennent caducs.

Ainsi, jusqu'en juin 2012 la société GPA à travers le holding de contrôle Wilkes est détenue conjointement par la famille Diniz et le groupe Casino. A compter de juin 2012, le Groupe Casino aura la possibilité de prendre le contrôle exclusif de Wilkes et donc de GPA ; sur cette base, le groupe GPA sera consolidé à compter de cette date par intégration globale dans les comptes du groupe Casino.

Les récents événements tels que décrits dans la note 3.4 ne remettent en cause ni le co-contrôle actuel, ni les accords d'options d'achat et de vente qui peuvent prendre effet à compter de juin 2012.

Concernant Monoprix, le groupe Casino possède une option d'achat portant sur 10% du capital de cette société, exercable à compter du 1^{er} janvier 2012 jusqu'en 2028, qui lui donne la possibilité, de prendre le contrôle de cette entité. Sur cette base, le groupe Monoprix sera consolidé par intégration globale dans les comptes du groupe Casino étant entendu que, conformément aux règles en vigueur, l'Autorité de la Concurrence sera saisie de l'opération lors de l'exercice de l'option.

Le traitement comptable de l'éventuelle intégration globale de GPA ou de Monoprix dans les comptes consolidés serait réalisé selon la démarche suivante :

- consolidation du compte de résultat à 100% de la société, avec partage du résultat entre la part du Groupe et les intérêts minoritaires,
- consolidation de l'ensemble des actifs et des passifs à 100% de la société, avec option de reconnaissance du goodwill complet,
- mise à la juste valeur de la participation antérieurement détenue de la société par le Groupe par le résultat de l'exercice,
- annulation au passif du bilan des intérêts minoritaires « puttés » et reconnaissance d'une dette financière ; la variation ultérieure de la dette de put trouvera sa contrepartie dans les capitaux propres.

2.3.3. Résultat financier

Le résultat financier est composé du coût de « l'endettement financier net » et des « autres produits et charges financiers » dont les définitions sont les suivantes :

Le coût de l'endettement financier net est constitué des intérêts rattachés à la dette financière nette, y compris les produits et résultats de cession des équivalents de trésorerie, les résultats de couverture de taux et de change afférents et les variations de juste valeur des dérivés actifs et passifs placés en comptabilité de couverture de juste valeur de la dette.

Les autres produits et charges financiers sont constitués des produits et charges de nature financière qui ne font pas partie du coût de l'endettement financier net.

Les commissions et frais de mise en place relatives aux lignes de crédits non utilisées qui figuraient dans le coût de l'endettement financier net sont désormais inclus dans les autres charges financières pour se conformer à la définition de l'agrégat « autres charges financières » (voir note 8.2)

2.4. Utilisation d'estimations et jugements

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations de jugements et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2010.

NOTE 3 : EVENEMENTS DE LA PERIODE

3.1 Litige avec la famille Baud

Le Tribunal arbitral, appelé à se prononcer définitivement dans le contentieux Franprix-Leader Price qui oppose le groupe Casino à la famille Baud relatif aux dommages-intérêts correspondant aux dividendes et aux intérêts de retard, a rendu sa décision le 4 février 2011. Il a rejeté la demande de la famille Baud de paiement de dividendes au titre des exercices 2006-2007 et de l'indemnité complémentaire au titre de leur situation fiscale à l'étranger en raison des anomalies et irrégularités constatées dans les comptes. Conformément à la décision du Tribunal, Casino a versé au cours du semestre 34 millions d'euros correspondant à une indemnité compensatrice au titre des dividendes 2008 pour 28 millions d'euros et à un complément de prix de cession des titres Franprix et Leader Price précédemment acquis par Casino pour 6 millions d'euros. L'ensemble des incidences de ce jugement a été pris en compte dans les états financiers consolidés 2010, à l'exception du règlement effectué au cours du semestre.

3.2 Opérations d'échange obligataire 2011

Le 18 mai 2011, le groupe Casino a procédé dans le cadre de son programme EMTN à une nouvelle émission obligataire de 850 millions d'euros d'une maturité de 10 ans avec un coupon annuel de 4,726%. A ce titre, 300 millions d'euros des obligations venant à échéance en février 2012 (coupon de 6,0%), avril 2013 (coupon de 6,375%) et avril 2014 (coupon de 4,875%) ont été échangés. Cette émission a également permis de lever 530 millions d'euros de ressources complémentaires

Le traitement comptable de ces opérations est décrit à la note 13.1

3.3 Augmentation de la participation dans GPA

L'assemblée générale de GPA a approuvé le 31 mars 2011 l'émission au profit de Casino de 1,4 million d'actions préférentielles au cours de 62,43 réais par action (soit un montant équivalent à 85 millions de réais ou 36 millions d'euros). Cette émission, rémunérant l'économie d'impôt générée par l'amortissement d'une partie du goodwill d'acquisition lié à GPA, a été finalisée en mai après l'exercice des droits de préemption des actionnaires de GPA. Casino a ainsi reçu 626 360 actions portant son pourcentage de détention à 33,7% et 45 millions de réais en numéraire. Ce pourcentage de 33,7% intègre également l'effet dilutif de stock options exercées au cours de la période. Cette opération a généré un résultat de relation de 22 millions d'euros présenté en «Autres produits opérationnels».

Au cours du mois de juin, le groupe Casino a acquis 9 millions d'actions préférentielles (soit 3,4% du capital de GPA), pour un montant de 382 millions de dollars (soit 263 millions d'euros), portant sa participation à 37,1% du capital de GPA.

Postérieurement au 30 juin 2011, le groupe Casino a acquis 15,8 millions d'actions préférentielles complémentaires (soit 6,1% du capital de GPA), pour un montant de 792 millions de dollars (soit 547 millions d'euros), portant sa participation à 43,2% du capital de GPA.

De par les accords avec la famille Diniz et le pacte d'actionnaires qui organisent le co-contrôle du holding Wilkes, la société GPA reste consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

3.4 Situation du groupe GPA

A partir de fin mai 2011, les presses brésilienne et française faisaient état de négociations en cours entre le groupe Diniz (partenaire brésilien de Casino), le groupe Carrefour et Gama 2 SPE Empreendimentos e Participações (« Gama »), véhicule d'investissement financier détenu à 100% par un fonds géré par BTG Pactual et devant être capitalisé par la Banque Nationale Brésilienne de Développement (BNDES). En violation des accords d'actionnaires conclus en 2006 entre la famille Diniz et Casino, au sein de leur société commune Wilkes, le projet prévoyait, sans qu'il n'ait eu au préalable, ni concertation, ni accord entre les deux actionnaires, une fusion des actifs brésiliens de Carrefour avec ceux de GPA dans une société commune détenue à parité, Gama devenant un actionnaire de référence de Carrefour.

Dans ce contexte, Casino a saisi le 30 mai et le 1^{er} juillet 2011 la Chambre de Commerce Internationale de deux procédures d'arbitrage à l'encontre du groupe Diniz sollicitant le respect et la bonne exécution du pacte entre actionnaires du 27 novembre 2006 relatif à leur société commune Wilkes, laquelle contrôle la société brésilienne GPA.

Le Conseil d'Administration de Casino Guichard-Perrachon s'est ensuite réuni le 12 juillet 2011 en vue d'examiner les termes de la proposition financière projetée par le groupe Diniz, le groupe Carrefour et Gama rendue publique le 28 juin 2011. A l'issue de ses travaux, le Conseil d'Administration a constaté à l'unanimité, à l'exception de Monsieur Abilio Diniz qui n'a pas participé au vote, que le projet est contraire aux intérêts de GPA, de l'ensemble de ses actionnaires et de Casino.

Le 13 juillet 2011, le Groupe Casino a pris acte du retrait par Monsieur Abilio Diniz, BTG Pactual et Carrefour de leur projet.

Ces événements n'ont pas été de nature à modifier le contrôle de GPA, qui continue à être exercé par Wilkes, selon les dispositions prévues à la fois par le pacte d'actionnaires de Wilkes, daté du 27 novembre 2006, et par celui de GPA, daté du 20 décembre 2006 (voir note 2.3.2).

3.5 Cession à Exito de ses participations dans Disco et Devoto

Le 29 juin 2011, Exito s'est porté acquéreur de la participation du groupe Casino dans Disco et Devoto (filiales uruguayennes contrôlées de manière conjointe pour Disco et de manière exclusive pour Devoto) pour une valeur totale de 746 millions d'US\$ (520 millions d'euros). Exito a annoncé dans le même temps son intention de lancer une augmentation de capital en Colombie d'un montant maximum de 1,4 milliard de US\$.

Les opérations d'acquisition et d'augmentation de capital ont été autorisées dans leurs principes au cours de l'assemblée générale d'Exito du 6 juillet 2011. Le groupe Casino, qui détient au 30 juin 2011 54,8% d'Exito, prévoit de souscrire à l'augmentation de capital à hauteur de sa quote-part, maintenant ainsi sa participation de contrôle dans la société. La finalisation de l'acquisition est désormais attendue dans le courant du second semestre après la réalisation de conditions suspensives usuelles en la matière et le placement des actions Exito sur le marché.

Cette opération sera traitée dans les comptes du second semestre 2011.

NOTE 4 : OPERATIONS SUR LE PERIMETRE

4.1. Evolution du périmètre de consolidation

Au cours du 1^{er} semestre 2011, les principales évolutions du périmètre de consolidation ont été les suivantes :

▪ Principales entrées et sorties de périmètre :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Opération	Méthode de consolidation
Activité de Carrefour Thaïlande (1)	Distribution	Thaïlande	Prise de contrôle	IG
Sous-groupe Franprix-Leader Price (2)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG
Sous-groupe Distribution Casino France (3)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG
Sous-groupe Actifs Magasins (4)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG

(1) Voir note 4.2.1

(2) Voir note 4.2.2

(3) Acquisition d'hypermarchés et supermarchés aux groupes Deprez et JEKK pour un montant respectif de 24 et 18 millions d'euros faisant ressortir un goodwill de 14 et 18 millions d'euros

(4) Acquisition d'un hypermarché au groupe Bazeilles pour un montant de 27 millions d'euros faisant ressortir un goodwill de 3 millions d'euros

▪ Principales variations de pourcentage de détention sans modification de la méthode de consolidation :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Variation du % de détention	Méthode de consolidation
Casino, Guichard-Perrachon	Distribution	France	2,63%	IG
Cdiscount (1)	e-commerce	France	16,56%	IG
GPA (2)	Distribution	Brésil	3,40%	IP

(1) Voir note 4.2.3

(2) Correspond à l'acquisition de 3,44% du capital de GPA (voir note 3.3), à l'effet de la rémunération en actions préférentielles de l'économie d'impôt inhérente à l'amortissement du goodwill dans les comptes de GPA ayant eu un impact positif sur le pourcentage de détention de 0,07% compensé à hauteur de 0,1% par la dilution résultant de l'exercice de stock options chez GPA.

4.2. Autres faits marquants

4.2.1 Acquisition des activités de Carrefour en Thaïlande

L'accord signé en novembre 2010 avec Carrefour s'est concrétisé le 7 janvier 2011 par l'achat des activités de Carrefour Thaïlande à travers la filiale Big C Thaïlande. Cette acquisition, qui porte sur un

portefeuille de 42 magasins (dont 34 hypermarchés) et 37 galeries marchandes permet à Big C Thaïlande d'élargir sa présence géographique notamment dans la région de Bangkok, d'élargir son panel client et de mettre en œuvre des synergies en appliquant aux activités de Carrefour le modèle d'exploitation de Big C Thaïlande.

L'acquisition des magasins et galeries marchandes a été réalisée suite à l'achat de 100% des titres des sociétés CenCar Limited, Nava Nakarintr Limited, and SSCP (Thailand) Limited pour un montant de 851 millions d'euros (34 milliards de baths). Le contrat prévoyait également le règlement d'une dette financière de 151 millions d'euros (5,9 milliards de baths) portée par la société Nava Nakarintr Limited et SSCP (Thailand) Limited.

Cette acquisition a été financée par la souscription d'un emprunt d'un montant nominal de 38,5 milliards de baths (981 millions d'euros) et d'une durée d'un an avec une possibilité d'extension de six mois grâce à une option de renouvellement.

La contribution des activités de Carrefour Thaïlande au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période du 7 janvier au 30 juin 2011 est respectivement de 381 et 12 millions d'euros. Au regard de la date d'acquisition, il n'y aurait pas eu de différence significative sur ces deux agrégats si les activités de Carrefour Thaïlande avaient été acquises à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les coûts directs liés à cette acquisition se sont élevés à 19 millions d'euros dont 10 millions d'euros comptabilisés en charge en 2010.

Juste valeur des actifs et passifs identifiables

A la date de prise de contrôle, la juste valeur des actifs et passifs identifiables des activités de Carrefour Thaïlande dans les comptes de Big C Thaïlande, déterminée provisoirement par des experts indépendants, se résume comme suit :

(En millions d'euros)	Valeur comptable à la date d'acquisition	Ajustement de juste valeur	Juste valeur au 7 janvier 2011
Actifs non courants	299	93	392
Actifs d'impôts différés	5	7	11
Stocks	50		50
Créances clients	9		9
Autres actifs courants	9	1	10
Trésorerie et équivalents de trésorerie	75		75
Actifs	447	101	547
Provisions	1	20	21
Dettes fournisseurs	128		128
Autres dettes courantes	30		30
Passifs d'impôts différés		32	32
Passifs	160	53	212
Actifs et passifs identifiables, nets (A)			335
Juste valeur de la contrepartie transférée pour la prise de contrôle de Carrefour Thaïlande (B)			1 018
<i>Prix d'acquisition</i>			851
<i>Couverture de change liée au prix d'acquisition</i>			16
<i>Remboursement d'une dette financière</i>			151
Goodwill au taux de change du 7 janvier 2011 (B-A)			683

Cette évaluation provisoire peut être amenée à évoluer dans le délai de douze mois à compter du 7 janvier 2011. Les principaux ajustements de juste valeur ont porté sur les actifs immobiliers (101 millions d'euros) sur la base du rapport provisoire d'un expert immobilier ainsi que sur la comptabilisation de passifs et de passifs éventuels à hauteur de 20 millions d'euros. Concernant les passifs éventuels une demande potentielle d'indemnités au titre de la garantie de passif sera considérée au second semestre. Les impôts différés liés à ces ajustements s'élèvent à 26 millions d'euros.

Le goodwill est principalement attribuable aux synergies attendues avec Big C Thaïlande.

Le prix d'acquisition est soumis à une clause d'ajustement de prix basé sur les comptes définitifs des entités acquises au 31 décembre 2010. Cet ajustement est en cours de discussion avec le vendeur et n'est pas considéré significatif.

4.2.2 Opérations du sous-groupe Franprix ó Leader Price

Le 1^{er} février 2011, Franprix ó Leader Price a pris le contrôle exclusif de trois sous-groupes en France (Sarjel, Pro Distribution et Distri Sud-Ouest) dans lesquels il possédait déjà une participation minoritaire.

Les deux premières prises de contrôle ont été réalisées en acquérant un complément de 11% du capital de ces deux groupes, ce qui porte leur pourcentage de détention à 60%. Les actionnaires minoritaires ont une option de vente sur leurs parts à horizon 2017 qui a été reconnue en dette financière pour un montant de 37 millions d'euros. La troisième prise de contrôle résulte de l'exercice par le vendeur d'une option de vente portant sur 50,9% de la société pour un montant de 95 millions d'euros (portant la détention du Groupe à 100%).

En conséquence, ces sociétés précédemment comptabilisées en mise en équivalence sont désormais consolidées par intégration globale à compter de leur date d'acquisition. Ces opérations représentent l'acquisition globale de 285 magasins Franprix et Leader Price et ont généré la reconnaissance d'un goodwill de 552 millions d'euros et d'un produit net de réévaluation des quotes-parts d'intérêt antérieurement détenues de 46 millions d'euros (voir note 7). La contribution de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période du 1^{er} février au 30 juin 2011 est respectivement de 430 et 2 millions d'euros.

Le groupe Casino a pour objectif, par ailleurs, de céder le contrôle du groupe Distri Sud Ouest dans la lignée de la stratégie d'expansion et de partenariats avec des franchisés de Franprix ó Leader Price. Les critères de classification en actifs détenus en vue de la vente étant remplis, les actifs et passifs associés de ce groupe ont fait l'objet d'une reclassification au bilan du 30 juin 2011 (voir note 11).

4.2.3 Rachat de la participation des frères Charle dans Cdiscount

Le 6 janvier 2011, le groupe Casino a racheté la participation résiduelle de 16,56% de Cdiscount aux frères Charle portant sa détention à 99,57% du capital. Conformément à IAS 27, ce rachat a été traité comme une transaction entre actionnaires et a impacté à la baisse les capitaux propres part du Groupe pour un montant de 30 millions d'euros.

4.2.4 Acquisition de Casas Bahia

Le 9 novembre 2010, la filiale Globex Utilidades S.A. de GPA a pris le contrôle de la société Nova Casa Bahia SA (« NCB »), société portant les actifs opérationnels des activités de distribution de Casa Bahia Comercial Ltda (« Casas Bahia »), le premier distributeur non alimentaire au Brésil. L'évaluation des actifs et passifs de NCB à la juste valeur reste en cours et sera finalisée sur le second semestre 2011.

NOTE 5 : INFORMATION SECTORIELLE

En application de l'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Les informations publiées ci-dessous sont en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne.

5.1 Définition des secteurs opérationnels

Les secteurs opérationnels retenus correspondent aux trois activités principales exercées dans le Groupe :

- la grande distribution ;
- la vente d'articles de sport ;
- les activités de holdings et d'investissements financiers.

5.2 Indicateurs clés par secteur opérationnel

Période close au 30 juin 2011

(En millions d'euros)	Grande distribution				Articles de sport		Holdings et investissements financiers		Activités poursuivies 30 juin 2011
	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Chiffre d'affaires	9 102	5 186	1 431	425	299	29	2	6	16 480
Résultat opérationnel courant	270	197	96	8	(13)	1	(10)	14	563

Période close au 30 juin 2010 :

(En millions d'euros)	Grande distribution				Articles de sport		Holdings et investissements financiers		Activités poursuivies 30 juin 2010
	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Chiffre d'affaires	8 597	3 608	970	414	285	26	4	6	13 910
Résultat opérationnel courant	346	132	55	8	(12)	1	(7)	2	525

Les actifs non courants* par zone géographique se présentent ainsi :

(En millions d'euros)	Grande distribution				Articles de sport		Holdings et investissements financiers		Total
	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Au 30 juin 2011	10 488	5 514	1 765	319	108	6	21	207	18 428
Au 31 décembre 2010	10 128	5 298	900	317	107	5	23	212	16 990

(*) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les charges constatées d'avance à long terme.

NOTE 6 : INFORMATIONS SUR LE RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

6.1 Saisonnalité de l'activité

Les activités du Groupe présentent une légère saisonnalité, liée à une activité plus élevée sur le second semestre et plus particulièrement sur le mois de décembre.

6.2 Nature de charges par fonction

Période close au 30 juin 2011 :

(En millions d'euros)	Logistique *	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total
Charges de personnel	(246)	(1 396)	(390)	(2 032)
Autres charges	(381)	(1 482)	(263)	(2 126)
Dotations aux amortissements	(19)	(291)	(59)	(369)
Total	(646)	(3 170)	(712)	(4 528)

(*) La logistique est intégrée dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues »

Période close au 30 juin 2010 :

(En millions d'euros)	Logistique *	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total
Charges de personnel	(170)	(1 179)	(314)	(1 663)
Autres charges	(351)	(1 142)	(225)	(1 718)
Dotations aux amortissements	(15)	(264)	(58)	(337)
Total	(536)	(2 585)	(597)	(3 718)

(*) La logistique est intégrée dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues »

NOTE 7 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(En millions d'euros)	30 juin 2011	30 juin 2010
Total des autres produits opérationnels	103	27
Total des autres charges opérationnelles	(237)	(101)
Total des produits et charges opérationnels	(134)	(74)
Détail par nature :		
Résultat de cession d'actifs		15
Dont plus-value sur cession Franprix & Leader Price (1)		14
Autres produits et charges opérationnels	(134)	(89)
Pertes nettes de valeur des actifs	(18)	(18)
Provisions et charges pour restructurations (2)	(42)	(36)
Provisions et charges pour risques et litiges	(5)	(25)
Coûts d'intégration de Nova Casas Bahia et Carrefour Thaïlande	(22)	
Taxe sur le patrimoine (Colombie) (3)	(72)	
Résultat des prises ou pertes de contrôle (4)	35	(1)
Autres	(10)	(9)
Total	(134)	(74)

(1) Au 30 juin 2010, la plus-value de cession relative au sous-groupe Franprix ó Leader Price portait sur un accord de partenariat entre sa filiale RLPI et Nougéin SA consistant en la création d'une nouvelle société Leader Centre Gestion (« LCG ») dans laquelle les sociétés RLPI et Nougéin SA ont apporté des actifs. Les impacts de cette opération comprenaient le gain sur la part d'intérêt cédée ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée. Cette opération a généré une plus-value de cession d'un montant de 14 millions d'euros.

- (2) Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2011 concerne essentiellement les secteurs Casino France et Franprix-Leader Price à hauteur chacun de 18 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2010, elle portait principalement sur le plan de rationalisation du parc de magasins et d'entrepôts du secteur Casino France.
- (3) Il s'agit d'une taxe sur le patrimoine déterminée sur les capitaux propres de la filiale Exito au 1^{er} janvier 2011 qui est payable en huit semestrialités. La dette a été reconnue pour la valeur actualisée des paiements à effectuer sur les quatre prochaines années.
- (4) Ce produit de 35 millions d'euros enregistré au 30 juin 2011 résulte à hauteur de 48 millions d'euros de la réévaluation des participations antérieurement détenues liées aux prises de contrôle réalisées par le sous-groupe Franprix-Leader Price en février 2011 (voir note 4.2.2) compensée à hauteur de 13 millions de coûts de transaction.

NOTE 8 : RESULTAT FINANCIER

8.1 Coût de l'endettement financier net

(En millions d'euros)	30 juin 2011	30 juin 2010
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	2	3
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	37	15
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	38	18
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture (1)	(362)	(272)
Charges financières de crédit-bail	(2)	(3)
Coût de l'endettement financier brut	(364)	(275)
Coût de l'endettement financier net	(325)	(257)

- (1) L'augmentation entre 2011 et 2010 résulte notamment des activités thaïlandaises et brésiliennes

8.2 Autres produits et charges financiers

(En millions d'euros)	30 juin 2011	30 juin 2010
Produits financiers de participations	1	1
Gains de change (hors opérations de financements)	14	8
Produits d'actualisation et de désactualisation	15	1
Juste valeur du dérivé lié à l'opération TRS Exito (1)	29	0
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture	19	1
Autres produits financiers	31	27
Total autres produits financiers	109	38
Pertes de change (hors opérations de financements)	(44)	(7)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(11)	(4)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture	(7)	(9)
Autres charges financières (2)	(49)	(33)
Total autres charges financières	(111)	(53)
Total autres produits et charges financiers	(2)	(15)

- (1) Jusqu'au 31 décembre 2010, le groupe Casino enregistrait la juste valeur négative du TRS Exito en « autres produits et charges opérationnels » et en provision pour risques; la juste valeur positive n'était pas reconnue par mesure de prudence. Depuis cet arrêté semestriel, le groupe Casino a décidé d'appliquer le traitement comptable des dérivés en juste valeur par résultat au TRS Exito; ce changement a conduit à reconnaître une valeur positive de 29 millions d'euros en « autres produits et charges financiers » et en dérivés actifs hors couverture.
- (2) Au 30 juin 2011 ce poste inclus 15 millions d'euros de charges relatives aux lignes de crédit non utilisées, au 30 juin 2010 ces charges figuraient dans le coût de l'endettement financier pour 13 millions d'euros.

NOTE 9 : GOODWILL, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES, ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

La progression des goodwill de 1 027 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2010 s'explique essentiellement par l'acquisition des activités de Carrefour en Thaïlande par la filiale Big C (voir note 4.2.1), des acquisitions des sociétés Sarjel et Pro Distribution par Franprix et Leader Price, de l'augmentation de la participation dans GPA (voir note 3.3) pour respectivement 628, 219 et 182 millions d'euros. La variation des cours de change impacte les goodwill à la baisse pour un montant global de 68 millions d'euros portant principalement sur les devises thaïlandaise et brésilienne.

Au cours du premier semestre 2011, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 508 millions d'euros contre 360 millions d'euros lors de la même période en 2010.

Le Groupe procède à un test de dépréciation de ses goodwill chaque année au 31 décembre, après l'approbation par la Direction des plans moyens termes. Au regard de l'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable issu des tests annuels 2010, la mise-à-jour des tests n'a pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2011.

Les filiales opérationnelles du Groupe ont procédé à une revue au 30 juin 2011 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Certaines Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentaient des indicateurs de perte de valeur et des tests de dépréciation ont par conséquent été effectués.

Concernant les autres actifs immobilisés, la mise à jour des tests de dépréciation n'a pas non plus donné lieu à la constatation de perte de valeur significative au 30 juin 2011.

NOTE 10 : TRESORERIE NETTE

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	30 juin 2011	31 décembre 2010
Equivalents de trésorerie	1 324	2 121
Trésorerie	1 017	1 314
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 341	3 435
Découverts bancaires	(677)	(341)
Trésorerie nette	1 664	3 094

Le poste « Trésorerie » inclut à hauteur de 166 millions d'euros la trésorerie reçue au titre d'une mobilisation de créances satisfaisant aux critères de décomptabilisation d'actifs financiers d'IAS 39, contre 187 millions d'euros au 31 décembre 2010.

NOTE 11 : ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET PASSIFS ASSOCIES

Les actifs détenus en vue de la vente se décomposent ainsi :

(En millions d'euros)	30 juin 2011	31 décembre 2010
Actifs sous-groupe Franprix-Leader Price *	449	1
Actifs immobiliers Mercialys	59	
Actifs immobiliers en Pologne	8	8
Alexa shopping	10	10
Divers	5	
Actifs détenus en vue de la vente	531	19
Passifs rattachés à des actifs détenus en vue de la vente*	254	

(*) Correspond au groupe Distri Sud-Ouest destiné à être cédé

NOTE 12 : CAPITAL SOCIAL

12.1 Capital social

Au 30 juin 2011 le capital social est composé de 45 621 419 actions représentant une valeur nominale de 137 millions d'euros.

12.2 Variation du capital

Actions ordinaires émises et entièrement libérées (la valeur nominale de l'action est de 3 euros)

	30 juin 2011	31 décembre 2010
Nombre d'actions au 1^{er} janvier	44 300 003	42 360 140
Paiement du dividende 2009 en actions (solde)		688 754
Paiement du dividende 2010 en actions (acompte et solde)	1 321 416	1 251 109
Nombre d'actions en fin de période	45 621 419	44 300 003

12.3 Distribution de dividende

L'assemblée générale des actionnaires du 4 mai 2011 a décidé une distribution de dividende de 1,83 euro par action au titre de l'exercice 2010. Un acompte de 0,80 euro ayant été versé en octobre 2010, le solde s'est élevé à 1,03 euro.

Il a été décidé que ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. Le prix d'émission des nouvelles actions a été fixé à 29,61 euros, correspondant à 90% de la moyenne des cours d'ouverture des vingt séances de bourse précédentes la date de l'Assemblée générale diminuée du montant du dividende. Les droits ont été exercés en faveur du paiement en action à hauteur de 87,1%.

Cette opération permet à Rallye de renforcer ses fonds propres de 39,1 millions d'euros, par la création de 1 321 416 actions nouvelles (3% du capital). Le paiement du dividende en numéraire s'est élevé à 5,8 millions d'euros, il a été versé le 6 juin 2011.

NOTE 13 : EMPRUNTS, DETTES ET PASSIFS FINANCIERS

13.1 Composition de l'endettement financier net

(En millions d'euros)	30 juin 2011			31 décembre 2010		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	6 437	1 215	7 652	6 301	846	7 147
Autres dettes financières	1 839	2 851	4 690	1 945	1 404	3 349
Contrats de crédit bail	56	41	97	63	43	106
Dettes liées à des puts sur intérêts ne donnant pas le contrôle	69	41	110	1	57	58
Instruments financiers dérivés passifs	37	107	144	61	119	180
Total passifs financiers	8 438	4 255	12 693	8 371	2 469	10 840
Instruments financiers dérivés actifs	(69)	(72)	(141)	(150)	(123)	(273)
Créances rattachées à la cession de Cativen (Venezuela)	(80)	(186)	(266)	(83)	(299)	(382)
Titres de placement et assimilés	0	(170)	(170)	0	(185)	(185)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	(2 341)	(2 341)	0	(3 435)	(3 435)
Total actifs financiers	(149)	(2 769)	(2 918)	(233)	(4 042)	(4 275)
Endettement Financier net	8 289	1 486	9 775	8 138	(1 573)	6 565

Les principales variations sur le semestre résultent essentiellement des opérations suivantes :

- souscription de nouveaux emprunts à hauteur de 2 650 millions d'euros dont ceux liés (i) à l'échange obligataire générant une ressource complémentaire de 530 millions d'euros (voir ci-dessous), (ii) à l'acquisition des activités thaïlandaises de Carrefour (981 millions d'euros), (iii) aux acquisitions complémentaires de GPA (254 millions d'euros) et (iv) à l'émission de billets de trésorerie par Casino, Guichard-Perrachon (242 millions d'euros). Le solde du mouvement provient de nouveaux emprunts et découverts bancaires au sein des filiales (notamment GPA et Franprix-Leader Price) ;
- remboursement d'emprunts à hauteur de 959 millions d'euros dont principalement GPA, Franprix et Leader Price, Exito et Casino, Guichard-Perrachon ;
- nouvelles dettes de 52 millions d'euros liées aux engagements de rachat de minoritaires en relation essentiellement avec les opérations de Franprix et Leader Price décrites en note 4.2.2.
- variation de périmètre à hauteur de +230 millions d'euros dont principalement les transactions réalisées au sein de Franprix et Leader Price.

■ Opérations d'échange obligataire

Le 18 mai 2011, le groupe Casino a procédé dans le cadre de son programme EMTN à une nouvelle émission obligataire de 850 millions d'euros d'une maturité de 10 ans avec un coupon annuel de 4,726% (voir note 3.2). A cette occasion, 300 millions d'euros des obligations venant à échéance en février 2012 (coupon de 6,00%), avril 2013 (coupon de 6,375%) et avril 2014 (coupon de 4,875%) ont été échangés. Cette émission a également permis de lever 530 millions d'euros de ressources complémentaires.

Le nouvel emprunt obligataire est à échéance 2021 et a un taux d'intérêt effectif de 5,13%.

En application de la norme IAS 39 portant sur la décomptabilisation d'un passif financier, cette opération a été traitée comme un prolongement de dettes financières en raison du fait que les modifications des termes contractuels n'ont pas été considérées comme substantielles. L'impact de l'échange d'obligations constitue un ajustement de la valeur comptable de l'emprunt obligataire 2021 et est amorti actuariellement sur la durée résiduelle du passif ainsi modifié. Ce traitement comptable s'applique également aux primes, frais d'émission non amortis et attachés aux lignes obligataires échangées et tous les coûts supportés au titre de l'échange (commissions, frais, prime d'échange)

s'amortiront jusqu'en 2021. De même, l'incidence du débouclage des couvertures attachées aux dettes initiales est amortie sur la durée de la nouvelle dette.

Ce nouvel emprunt obligataire contient des clauses d'engagement et de défaut habituelles de ce type de contrat : maintien de l'emprunt à son rang (pari passu), limitation des sûretés attribuées aux autres prêteurs (negative pledge) et défaut croisé. Il comporte également une clause de remboursement anticipé en cas de dégradation en « non-investment grade » de la notation de la dette senior long terme de Casino, Guichard-Perrachon consécutive à un changement d'actionnaire majoritaire de Casino, Guichard-Perrachon ainsi qu'une clause de « coupon step-up » augmentant le taux d'intérêt de 125bp en cas de dégradation en « non-investment grade » de la notation de la dette senior long terme de Casino, Guichard-Perrachon.

13.2 Echancier de paiement des dettes

(En millions d'euros)	30 juin 2011	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans	31 décembre 2010
Passifs financiers					
Emprunts obligataires	7 652	1 215	3 717	2 720	7 147
Autres emprunts	4 690	2 851	1 769	70	3 349
Contrats de location financement	97	41	50	6	106
Instruments financiers dérivés (couverture de JV)	144	107	16	21	179
Dettes liées aux puts sur minoritaires	110	41	69		59
Dettes fournisseurs	4 637	4 637			4 992
Autres dettes	4 082	3 720	362		3 666

NOTE 14 : PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS

14.1 Litige relatif à la société Geimex

Concernant la société Geimex, propriétaire de la marque Leader Price à l'international, et détenue à 50 % par le groupe Casino et à 50 % par la famille Baud, il est rappelé que les litiges entre les deux actionnaires, tels que décrits dans la note 34 de l'annexe aux comptes consolidés 2010, perdurent. Aucune évolution significative n'est intervenue sur le semestre, l'instance arbitrale se poursuit et la sentence devrait être rendue au 1^{er} semestre 2012.

14.2 Sinistre thaïlandais

Lors des événements du 2^{ème} trimestre 2010 qui se sont déroulés à Bangkok, la filiale Big C Thaïlande a subi des pertes résultant de la destruction totale ou partielle d'un certain nombre d'actifs et de pertes d'exploitation pour une valeur totale depuis le début du sinistre d'environ 24 millions d'euros au 30 juin 2011 dont 6 millions d'euros au cours du semestre écoulé. Les dommages aux biens, les pertes d'exploitation et les frais sont couverts par des assurances. Les experts liés à la principale police d'assurance couvrant 70% du sinistre ont finalisé le chiffrage de la partie dommages aux biens qui s'élève à environ 29 millions d'euros.

Au cours du semestre écoulé, le groupe Casino a comptabilisé une indemnité à recevoir des assurances de 12 millions d'euros dont 9 millions d'euros au titre des dommages aux biens et 3 millions d'euros au titre de pertes d'exploitation. Au 30 juin 2011, la créance envers les assurances s'élève à 16 millions d'euros. Une indemnité d'environ 9 millions d'euros relative à la police secondaire n'a pas encore été reconnue dans les comptes dans la mesure où les experts de cet assureur viennent de débiter leur évaluation.

14.3 Litiges avec l'administration fiscale

Le groupe Casino a fait l'objet de redressements fiscaux portant sur l'exercice 1998 concernant d'une part la récupération de déficits fiscaux jugée abusive par l'administration fiscale, et d'autre part la déductibilité d'une provision pour dépréciation d'immobilisations. Pour le second chef de redressement, le pourvoi devant le Conseil d'Etat a été rejeté en mai 2011. La perte de valeur relative aux immobilisations étant avérée, le groupe Casino est confiant dans sa capacité à justifier sa déductibilité. L'intérêt du litige non provisionné est de 7 millions d'euros.

NOTE 15 : PARTIES LIEES

La société Rallye est contrôlée par Foncière Euris, elle-même détenue par Finatis puis par Euris. Au 30 juin 2011, Foncière Euris détient 57,91 % du capital de Rallye et 73,07 % des droits de vote. Le groupe Rallye bénéficie du conseil de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003. Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2010 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

La principale opération du semestre entre la société Rallye et la société Foncière Euris concerne le solde du dividende du au titre de l'exercice 2010. La société Foncière Euris a opté pour le paiement en actions nouvelles de la société.

NOTE 16 : EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

Evènements autres que ceux concernant le Brésil mentionnés à la note 3.4

Concrétisation de l'accord de partenariat entre Casino et Groupe Crédit Mutuel ó CIC

Le 27 juillet 2010, le groupe Casino a annoncé la signature d'un partenariat de long terme dans les produits et services financiers en France avec le Groupe Crédit Mutuel-CIC au travers de sa filiale Banque Groupe Casino (« BGC »).

Faisant suite à l'exercice de l'option d'achat dont Casino dispose sur la totalité des titres détenus par LaSer Cofinoga (soit une participation de 40%) et à l'application, le 7 juillet 2011, des accords signés entre les parties, le groupe Casino a pris le contrôle de BGC puis a cédé le même jour 50% de sa participation à Crédit Mutuel-CIC. Préalablement à la concrétisation de cette transaction, BGC a cédé à LaSer Cofinoga un portefeuille d'encours de crédit en contentieux ou en surendettement à sa valeur nette comptable de 132 millions d'euros.

Cette opération a reçu l'approbation des autorités réglementaires compétentes le 4 juillet 2011. A l'issue de l'opération, BGC est détenue et co-contrôlée à hauteur de 50% chacun par Casino et Crédit Mutuel-CIC.

4 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rallye, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 ou norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2011
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Patrick-Hubert Petit

ERNST & YOUNG et Autres
Pierre Bourgeois